



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Alexandre Yakovlev, le père de la perestroïka

Conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, Alexandre Yakovlev fut le véritable architecte de la perestroïka. Un rôle qui lui valut d'être voué aux gémonies par les communistes et le KGB

« Messenger du mal », « agent de la CIA », « fossoyeur de l'URSS », « chef d'un complot maçonnique mondial » ... Jusqu'à sa mort en 2005, Alexandre Yakovlev fut coutumier des insultes, particulièrement virulentes chez les nostalgiques de la défunte URSS. Encore aujourd'hui, l'homme suscite de nombreuses controverses. Si beaucoup reconnaissent en lui l'idéologue de la perestroïka, nombreux également sont ceux qui lui reprochent d'avoir, par ses excès, desservi la cause qu'il défendait et favorisé ce faisant une reprise en main autoritaire par le Kremlin. Deux façons de voir qui ne sont d'ailleurs pas totalement incompatibles.

Avant d'être l'un des conseillers les plus écoutés de

Mikhaïl Gorbatchev, Alexandre Yakovlev suivit le parcours classique des hommes de sa génération et devint un membre important de la Nomenklatura soviétique. Né en décembre 1923 dans une famille très modeste, il est enrôlé en 1941 dans les fusiliers marins, devient officier et est grièvement blessé sur le front. Il en garda d'ailleurs toute sa vie une légère claudication qui lui valut d'être surnommé « le diable boiteux » par les diplomates français en poste à Moscou. Après la guerre, il entame des études d'histoire avant d'être envoyé à l'Ecole Supérieure du Parti d'où sort l'élite des membres du Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS). La propagande : telle est la voie qu'il choisit. En 1946, il est envoyé à Iaroslav, en Ukraine, au



sein de la direction régionale de la propagande. Il s'y montre suffisamment efficace pour être muté, au début des années 1950, à Moscou, au siège de l'Agitprop qui dépend directement du Comité central du Parti. Au lendemain du XXème Congrès qui, en 1956, voit Nikita Khrouchtchev dénoncer les crimes du stalinisme, Alexandre Yakovlev entreprend un doctorat en relations internationales et est même autorisé à suivre durant quelques mois des cours à l'Université Columbia de New York. De retour à l'Agitprop en 1960, il est nommé à la tête du département de la presse dont la mission, dira-t-il lui-même plus tard, est de « contrôler durement les medias et de manifester une vigilance constante. »

C'est ce membre bien noté de la haute nomenklatura, ce communiste pour jus devenu l'un des personnages clés de la propagande au sein du Comité central qui, en 1972, signe dans la *Litératournaïa Gazéta* un long article intitulé « Contre l'anti-historicisme ». Pur débat d'intellectuels ? Loin s'en faut. A ce moment en effet, deux clans s'affrontent dans le champs littéraire et philosophique russe : les libéraux, qui souhaitent aller jusqu'au bout de la déstalinisation, et les na-

tionalistes pro-staliniens. Or dans son article, Yakovlev a pris fermement position contre les seconds. Ce faisant, il s'est mis ouvertement à dos l'appareil central du Parti et la majorité des membres du Comité central, plutôt acquis aux thèses des nationalistes. Suicide politique ? Provocation ou, plus sûrement, volonté de prendre date en prévision d'une ouverture future du régime dont Yakovlev sent qu'elle est à terme inéluctable ? Cette sortie lui vaut en tout cas d'être expédié en 1972 comme ambassadeur au Canada. Pas vraiment une sanction. Mais pas vraiment une promotion non plus. Plutôt un poste d'attente qui permet à ses supérieurs de voir comment il va évoluer. Dès cette époque en tout cas, l'expert en propagande qui a commencé sa carrière sous Staline s'est clairement positionné comme un réformateur.

C'est là, au Canada où il restera jusqu'en 1983, qu'il rencontre pour la première fois Mikhaïl Gorbatchev, alors secrétaire du Comité central en charge de l'agriculture, venu à Ottawa pour y solliciter l'expérience des Canadiens. L'histoire raconte que la voiture qui devait ramener Gorbatchev à l'aéroport étant tombée en panne, les deux hommes en



auraient profité pour parler de la situation de l'URSS et qu'ils seraient tombés d'accord sur la nécessité d'entreprendre tôt ou tard des réformes. Ce qui est sûr, c'est que les deux hommes deviennent dès cette époque très proches et qu'ils partagent une même vision de l'avenir du pays. Réconcilier les socialistes de l'Est et de l'Ouest, rassembler les communistes réformateurs et les sociaux-démocrates dans une sorte de grande « union de la gauche » susceptible de séduire hors des frontières de l'URSS : telles sont quelques-unes des idées que les deux hommes échangent en ce jour de 1983. Déjà, l'esquisse d'un programme...

Mais déjà, le temps passe. En 1983, Youri Andropov, l'ancien chef du KGB, est élu secrétaire général du PCUS. Depuis longtemps, depuis qu'il a commandé les premières études sur la situation réelle du pays, l'homme est parfaitement conscient des faiblesses de la « patrie du socialisme » et de la nécessité d'entreprendre sans tarder un certain nombre de réformes dans les domaines économique, technique et social. Pour l'y aider, il fait venir à ses côtés Mikhaïl Gorbatchev, qui devient numéro 2 du Parti, et fait revenir du Canada Alexandre Yako-

vlev. Placé à la tête de l'Institut des relations internationales et de l'économie mondiale, l'ancien ambassadeur au Canada entreprend de faire de ce centre un laboratoire d'idées au service des réformes. Pour beaucoup d'observateurs, notamment en Occident, il ne fait aucun doute que Gorbatchev sera le prochain secrétaire général du PCUS. Andropov lui-même l'aurait d'ailleurs fait avertir, par l'intermédiaire de sa femme, de son intention d'en faire son successeur. Las ! A la mort d'Andropov, au début de l'année 1984, les « éléphants » du Parti choisissent un vieillard sénile et parfaitement acquis à l'immobilisme : Constantin Tchernienko. Un an plus tard, en mars 1985, celui-ci meurt à son tour. La lutte pour la succession est désormais engagée. Ce qui se dessine en creux, c'est l'avenir même d'un pays miné par l'alcoolisme, ruiné par l'inflation et l'ampleur des dépenses militaires, de plus en plus déclassé sur le plan technologique et qui est en train de subir, en Afghanistan, une défaite cuisante. Dans cette lutte, Alexandre Yakovlev va jouer un rôle clé.

Deux clans se font alors face : les réformateurs, emmenés par Gorbatchev qui a raté sa chance en 1984, et les con-



servateurs, conduits par Gregory Romanov, secrétaire du Parti en charge des industries militaires. Gorbatchev peut compter sur l'appui du KGB, que dirigeait il y a peu encore son mentor Andropov, et de l'armée, ralliée à des réformes dont elle entend profiter sur le plan financier et technique. Toujours en poste à l'Institut des relations internationales et de l'économie mondiale, Yakovlev lui apporte le concours de l'intelligentsia, beaucoup plus active qu'ont ne le croit généralement en Occident. Il lui apporte surtout son expertise dans le domaine de la propagande et son art consommé de la manipulation. De son passage au Canada, l'ancien ambassadeur a en effet conservé de précieux liens avec les médias anglosaxons, y compris aux Etats-Unis. Il a également de nombreuses relations avec les diplomates occidentaux en poste en URSS. Depuis Moscou, il s'emploie donc à diffuser rumeurs et informations, relayées en Europe et en Amérique et qui reviennent ensuite en URSS. C'est ainsi que le monde apprend que Gregory Romanov est une brute, qu'il est régulièrement hospitalisé pour alcoolisme et que, lors d'une soirée privée, il aurait utilisé l'ineestimable service en porcelaine de Sèvres ayant ap-

partenu à Catherine la Grande conservé au musée de l'Ermitage et que, pris de boisson, il en aurait brisé plusieurs pièces. Autant de rumeurs peu fiables mais qui contribuent à discréditer Romanov. Dans le même temps, Yakovlev rallie à Gorbatchev un autre poids lourd du Parti acquis à la réforme, le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko. En échange de son soutien, ce dernier reçoit l'assurance d'être nommé président du Soviet Suprême d'URSS.

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev est élu Secrétaire général du PCUS. L'ambition du nouveau chef de l'Etat est claire : il veut enrayer le déclin de l'URSS en réduisant les dépenses militaires - et dont en amorçant une vraie politique d'économie sur le plan international - augmenter la production et mobiliser de nouvelles ressources technologiques, et enfin redonner de l'air à la société en desserrant le corset. Plus qu'un fidèle, Gorbatchev trouve en Yakovlev un véritable inspirateur. Dès juillet 1985, il est nommé à la tête du département de la propagande du Comité central. Moins d'un an plus tard, il rejoint le secrétariat du Comité central avant d'intégrer, en juillet 1987, le bureau politique. Devenu l'un des plus



proches conseillers de Gorbatchev, avec lequel il s'entretient plusieurs fois par jour, il théorise la perestroïka (« restructuration ») et invente le concept de glasnost (« transparence »). Il autorise notamment la sortie de livres et de films interdits, encourage l'exploration des zones d'ombre de l'histoire de l'URSS, soutient l'émergence d'un Etat de droit et prône la libéralisation de l'économie.

Très vite cependant, Gorbatchev se laisse déborder sur sa droite par son bouillant conseiller. Tout à ses idées de réformes, Yakovlev pousse en effet le secrétaire général du PCUS à remettre totalement en cause le système. Son plan prévoit notamment la fin de l'emprise de l'URSS sur les « républiques sœurs » d'Europe de l'Est, l'organisation d'élections libres, le multipartisme, l'introduction de la liberté de presse, l'indépendance des juges, la fin du monopole d'Etat en matière économique, l'introduction d'une bonne dose de libéralisme et l'émergence d'entreprises privées libres d'intervenir comme elles le souhaitent sur les marchés internationaux. Une véritable révolution que Gorbatchev ne peut pas, et ne veut pas, mener à son terme. Contraint de composer avec les conservateurs du Parti,

le secrétaire général du PCUS réagit aux événements plus qu'il ne les sollicite, acceptant d'un côté la chute du mur du Berlin et l'arrivée de Solidarnosc au pouvoir à Varsovie mais laissant mater de l'autre les révolutions survenues dans les pays baltes, se faisant nommer président de l'URSS tout en accordant une certaine autonomie aux différentes républiques socialistes soviétiques, se contentant souvent de demi-mesures.

Dès 1987/1988 en fait, la rupture est consommée entre Gorbatchev/Yakovlev et les membres les plus influents du Parti communiste qui s'inquiètent des dérives de la perestroïka. Les deux hommes commettent en outre une lourde erreur : nommer Vladimir Krioutchkov à la tête du KGB. Ce professionnel de la déstabilisation a beau être un ancien fidèle d'Andropov, il rejoint en effet très vite les rangs des conservateurs décidés à reprendre les choses en main. Deux ans durant, il se livre dans l'ombre à toutes sortes de manœuvres, dirigées autant contre Gorbatchev que contre son conseiller. Les huées adressées par la foule au secrétaire général lors du défilé du 1^{er} mai 1990, c'est lui. Les rumeurs faisant état du recrutement de Yakovlev par la CIA,

lors de son passage à l'université Columbia, lui encore. Les rumeurs faisant état d'un prochain coup de force des réformateurs sur le Kremlin pour faire de l'URSS une annexe pure et simple des Etats-Unis, lui toujours ! S'étant rallié une partie de l'armée, qu'épouvante la lente déliquescence de l'URSS, Krioutchkov est également à l'origine de la répression survenue en Lituanie et en Lettonie en 1991. Une initiative que Gorbatchev n'ose sanctionner. Pris entre la gauche, qui lui reproche de mener le pays à sa perte, et la droite, incarnée par le nouveau président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, qui veut aller encore plus loin sur la voix des réformes et qui considère que le chef de l'Etat est devenu l'otage du KGB, Gorbatchev ne cesse de louvoyer.

Le 19 août 1991, le secrétaire général est arrêté dans sa datcha de Crimée, où il passe ses vacances, et ramené à Moscou. Le coup d'Etat est l'œuvre d'une junte rassemblant les principaux responsables des institutions de force du pays, KGB et ministère de la Défense en tête, et soutenu par le courant conservateur de la direction du Parti. Jamais un putsh n'avait été autant annoncé ! Depuis des semaines en effet,

plus personne ou presque n'ignore qu'un coup de force est sur le point de se produire. L'ambassadeur des Etats-Unis est au courant, tout comme Yakovlev qui, le 16 août, a révélé publiquement la préparation d'un coup d'Etat par « un groupuscule stalinien ». Le putsh échoue finalement, autant à cause des réticences de l'armée à faire tirer sur la foule que de l'énergie déployée par Boris Eltsine.

En décembre 1991, Gorbatchev démissionne de ses fonctions. Rendu à la vie civile, Alexandre Yakovlev crée un peu plus tard une commission pour la réhabilitation des victimes du communisme. « C'est un peu comme si la réhabilitation des victimes d'Auschwitz avait été confiée au docteur Goebbels », ironisera Vladimir Boukovski. Devenu l'un des critiques les plus sévères du régime soviétique qu'il a fidèlement servi des années durant, il meurt à Moscou en 2005.

Tristan GASTON-BRETON,
Historien d'entreprises
tgastonbreton@elzear.com